

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 562 / Mars 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Une activité en demi-teinte

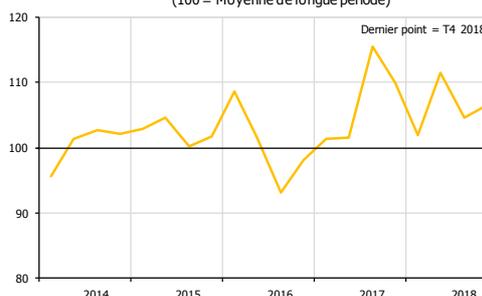
L'exercice 2018 s'achève sur une note optimiste avec un Indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 1,9 point, ce dernier s'établissant à 106,6 points, soit 6,6 points au-dessus de sa moyenne de longue période.

Les réalisations du trimestre (+2,2 points) compensent les prévisions légèrement négatives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir (-0,3 point). Si l'opinion des chefs d'entreprise est favorable ce trimestre, les entrepreneurs font preuve de réserve quant au début de l'année 2019.

Accompagnée d'une stabilité des prix, la consommation des ménages demeure fondamentale pour l'économie de l'île. Les importations de marchandises repartent à la hausse après une chute notable au trimestre précédent. Les entreprises maintiennent leur volonté d'investir mais avec des réalisations en deçà des prévisions. La persistance d'un climat social apaisé pourrait sans aucun doute concrétiser cette volonté d'investissement et permettre ainsi de stimuler la concurrence.

Orientée défavorablement mais dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent, l'activité globale se redresse légèrement. Les chefs d'entreprise restent prudents quant à l'évolution de l'activité à venir avec des anticipations légèrement favorables. Les difficultés des entrepreneurs quant à la mise en place des 35 heures, et l'appréhension permanente d'une dégradation du climat social sont autant de facteurs qui participent à l'attentisme général.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'ACTIVITE ECONOMIQUE REGIONALE SE REDRESSE, EXCEPTE EN AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, la croissance économique reste chancelante au quatrième trimestre 2018, avec une hausse du PIB en volume de 1,4 % (en rythme trimestriel annualisé), après +2,6 % le trimestre précédent et un premier semestre de récession (-2,6 % au premier trimestre 2018 et -0,7 % au deuxième). Dans ce contexte, la Banque centrale décide de maintenir son taux directeur à 6,75 % en janvier 2019 (après +25,0 points de base en novembre 2018).

Aux Seychelles, la fréquentation touristique repart fortement à la hausse en fin d'année : +11,5 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2018, après -0,6 % le trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2018, le nombre de touristes progresse de 3,4 %. Autres sources de recettes extérieures, les exportations de produits de la pêche s'accroissent de 11,3 % au quatrième trimestre 2018 (+9,3 % sur l'ensemble de l'année).

La croissance économique de l'île Maurice se redresse, avec une augmentation de 1,0 % du PIB en volume au troisième trimestre 2018 après +0,3 % au deuxième trimestre 2018. Cette reprise économique provient d'un rebond des investissements, notamment dans les travaux publics et les biens d'équipement. Parallèlement, la consommation des ménages ralentit (+3,2 % sur un an contre +3,9 % le trimestre précédent). La Banque centrale maintient sa politique monétaire, avec un taux directeur stable à 3,5 % en février 2019.

À Madagascar, la fin d'année 2018 est marquée par les élections présidentielles qui ont vu la victoire d'Andry Rajoelina. Dans ce contexte, les dirigeants des banques soulignent les bonnes perspectives de croissance des volumes de crédit au quatrième trimestre 2018, en lien avec une activité économique dynamique. La Banque centrale malgache estime que la croissance économique devrait s'établir autour de +5,0 % en 2018, après +4,2 % en 2017.

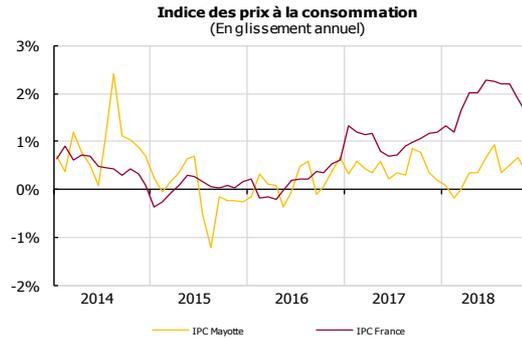
Aux Comores, après une croissance observée à fin juin, l'activité économique ralentit au troisième 2018, comme en témoigne la baisse de 5,1 % de l'encours du crédit intérieur entre juin et septembre 2018.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

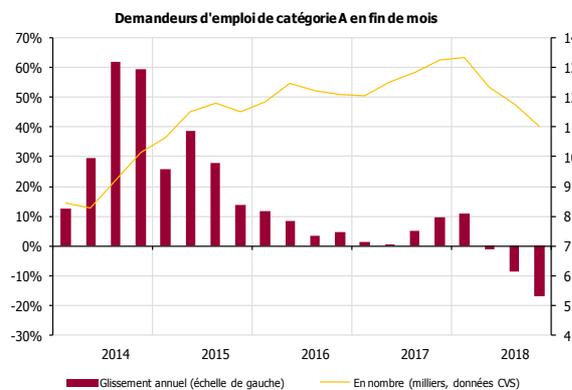
Les prix restent stables

L'Indice des prix à la consommation (IPC) est stable en fin d'année : -0,1 % par rapport au trimestre précédent. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés se contractent respectivement de 1,5 % et 0,9 %, tandis que ceux des services augmentent de 0,7 %. Les prix de l'alimentation sont relativement stables (+0,1 %).

En revanche, sur un an, dans la même tendance qu'au trimestre dernier, l'IPC croît de 0,3 %. Les prix de l'alimentation (+2,9 %), de l'énergie (+2,3 %) et des services (+2,0 %) sont en hausse, alors que ceux des produits manufacturés continuent de reculer (-5,0 %).



Le nombre de demandeurs d'emploi diminue statistiquement



Comme observé lors des deux trimestres précédents, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) enregistre une nouvelle baisse trimestrielle de 6,2 % pour s'établir à 11 027 personnes en fin d'année (données corrigées des variations saisonnières, CVS).

Cette diminution concerne l'ensemble des catégories d'âge, aussi bien les femmes que les hommes (respectivement -6,4 % et -4,2 %, CVS). En effet, les demandeurs âgés entre 25 et 49 ans et ceux de moins de 25 ans reculent respectivement de 7,8 % et 3,2 %, tandis que ceux ayant plus de 50 ans diminuent plus légèrement (-0,2 %, CVS).

En glissement annuel, la baisse est encore plus marquée (-16,8 %), avec un repli important des demandeurs ayant entre 25 et 49 ans et ceux de moins de 25 ans (respectivement -22,0 % et -14,4 %, CVS).

Les conflits sociaux du début d'année 2018 ont freiné la formalisation progressive du marché du travail, qui engendrait statistiquement une hausse régulière de la demande d'emploi ces dernières années. À cela s'ajoutent d'autres éléments factuels qui viennent alimenter cette diminution du nombre de demandeurs. Tout d'abord, la mise en œuvre, en octobre 2018, de la dématérialisation obligatoire des procédures d'inscription à Pôle emploi, qui peut avoir un effet d'éviction des individus n'ayant pas d'accès en ligne. Ensuite, la fin du dispositif des emplois aidés en 2017 qui nécessitaient pour chaque candidat d'être déclaré auprès de Pôle emploi.

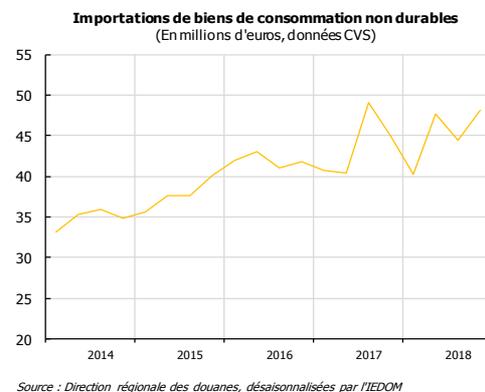
La consommation des ménages se maintient

Après un début d'année compliqué, la consommation des ménages maintient une trajectoire à la hausse avec une concurrence de plus en plus accrue dans le secteur du commerce de détail.

Dans l'ensemble, les importations directement liées à la consommation des ménages augmentent par rapport au troisième trimestre avec une hausse de 9,2 % des biens d'équipement du foyer et de 8,4 % des produits courants (données CVS). En revanche, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs diminue de 16,0 % (CVS).

En glissement annuel, les importations de produits courants se relèvent de 7,2 %, tandis que les immatriculations de véhicules neufs et les importations de biens d'équipement du foyer se contractent respectivement de 26,4 % et 9,8 % (CVS).

Concernant l'activité bancaire, les encours des crédits à la consommation restent dynamiques et croissent de 3,4 % par rapport au dernier trimestre et de 15,8 % par rapport à fin 2017. La tendance observée au troisième trimestre sur l'évolution des indicateurs de vulnérabilité des ménages se maintient au quatrième trimestre : les retraits de carte bancaire augmentent tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue (respectivement +1,7 et -1,6 % en glissement trimestriel).



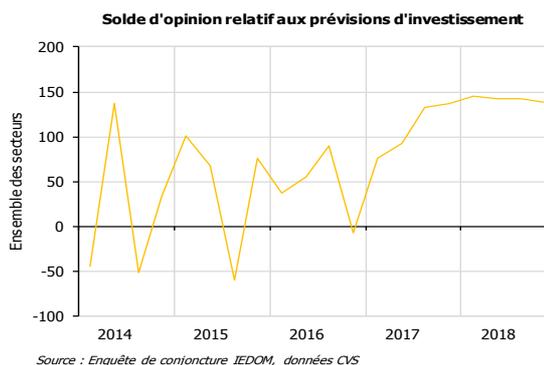
Des réalisations en deçà des prévisions d'investissement

La volonté d'investir des chefs d'entreprise s'est maintenue sur l'ensemble de l'année. Cette orientation est toutefois à nuancer en raison d'un décalage important entre les prévisions et les réalisations effectives. En effet, si les résultats de la fin d'année paraissent plus dynamiques que ceux de l'année précédente, ils restent toutefois en deçà des prévisions des entreprises.

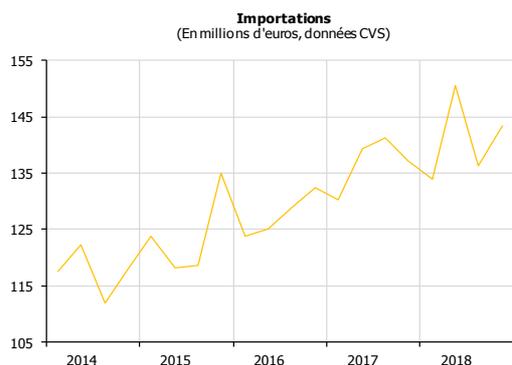
L'évolution des encours bancaires corrobore dans une certaine mesure ce constat. Ces derniers sont stables ce trimestre (respectivement +0,8 % et -0,2 % pour les crédits aux entreprises et les crédits immobiliers des entreprises), à l'exception des crédits d'investissement, qui augmentent de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

En variation annuelle, les crédits aux entreprises croissent de 6,0 %. Parmi ces encours, les crédits immobiliers des entreprises augmentent de 31,0 %, alors que les crédits d'investissement reculent de 4,0 %.

De plus, les importations de biens d'équipement professionnel diminuent de 2,0 % par rapport au troisième trimestre, alors qu'elles augmentent de 5,9 % en glissement annuel. Les importations de biens intermédiaires se contractent également sur le trimestre (-5,5 %) mais progressent de 2,2 % sur l'année (CVS).



Hausse des importations



Après une chute importante au troisième trimestre, les importations repartent à la hausse ce trimestre (+5,3 % en glissement trimestriel et +4,5 % en annuel, CVS), principalement portées par les ménages.

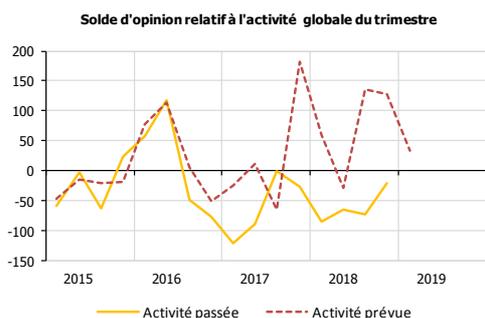
En variation trimestrielle, les catégories de produits liées à la consommation augmentent respectivement de 9,2 % et 8,4 % pour les biens d'équipement du foyer et les produits courants (-9,8 % et +7,2 % en glissement annuel). Parmi ces dernières, les importations liées à l'industrie agroalimentaire augmentent de 1,9 % par rapport au trimestre précédent (+4,8 % en glissement annuel).

En revanche, les catégories d'importations directement liées aux entreprises se contractent par rapport au

troisième trimestre avec une baisse respective de 5,5 % et 2,0 % pour les biens intermédiaires et les équipements professionnels. Néanmoins, elles augmentent par rapport à la fin d'année 2017 : +5,9 % pour les biens d'équipement et +2,2 % pour les produits intermédiaires.

L'ACTIVITÉ SE REDRESSE PROGRESSIVEMENT

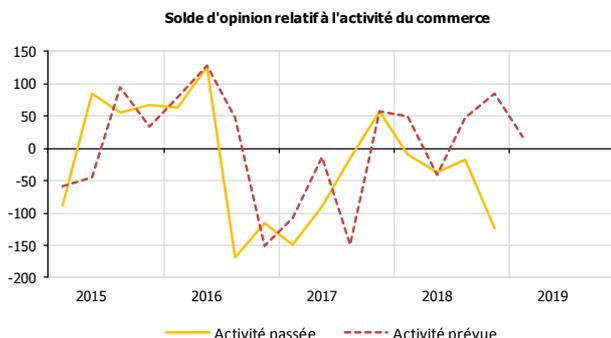
Sur l'ensemble de l'année, l'activité globale est jugée défavorable par les chefs d'entreprise. Toutefois, un léger redressement au quatrième trimestre laisse entrevoir des perspectives favorables mais timides pour le début d'année 2019.



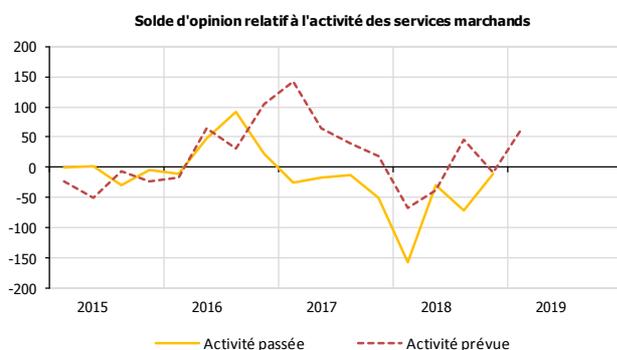
Les chefs d'entreprise du **secteur du BTP** déclarent un retour favorable de leur activité et une trésorerie moins dégradée ce trimestre. Ce regain est porté par une amélioration des carnets de commandes et une hausse des effectifs sur le trimestre. Malgré des délais de paiement encore trop longs, les entrepreneurs espèrent que l'activité se maintienne au prochain trimestre.

Contrairement aux prévisions pessimistes du trimestre passé, les chefs d'entreprise du **secteur industriel** témoignent d'une activité toujours convenable, avec une augmentation des embauches, laissant même entrevoir un rebond important en début d'année. Les entrepreneurs témoignent d'une trésorerie solide, tandis qu'ils perçoivent défavorablement les prix et les charges. Le début d'année laisse présager une dégradation des charges et des délais de paiement, n'altérant toutefois pas l'activité et les trésoreries des entreprises.

Avec une concurrence de plus en plus ardue, la majorité des chefs d'entreprise du **secteur du commerce** déclarent une baisse de leur activité par rapport au trimestre précédent accompagnée d'une appréciation défavorable des prix. De plus, les trésoreries des commerçants se détériorent tandis que leurs charges s'alourdissent. Les entrepreneurs anticipent un retour favorable de l'activité au prochain trimestre avec une perception positive des prix.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le secteur des **services marchands** enregistre une activité toujours dégradée, mais qui retrouve progressivement un niveau convenable. Cela s'accompagne d'une opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution des effectifs. Ce regain d'activité devrait se poursuivre au prochain trimestre. Toutefois, avec une perception toujours défavorable des délais de paiement et des charges, les chefs d'entreprises déclarent une trésorerie encore fragile ce trimestre.

LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN en cours